

Pourime, Suze et Jérusalem

Julien Bauer

Sept années à Jérusalem, Éditions du Marais, Montréal, 2012, p. 95

Pour visionner le texte, veuillez accéder le lien ci-dessous:

</wp-content/themes/isranet/files/Bauer%20-%20Pourime.pdf>

Israël, puissance gazière : le miracle et l'ironie

Sébastien Castellion

menapress.org, 18 février 2013

Dans environ deux mois (la date précise n'a pas encore été rendue publique) se produira un événement qui marquera le début d'une ère nouvelle pour l'économie israélienne : le site de production de gaz naturel Tamar, situé à 80 kilomètres au large de Haïfa, commencera ses premières livraisons commerciales à la Hevrat haHachmal, la compagnie israélienne d'électricité.

Tamar a été construit durant les quatre dernières années, pour un coût d'environ 3 milliards de dollars, après la découverte des réserves de gaz par le consortium israélo-américain (Noble Energy, Isramco, Delek Drilling, Avner Exploration), le 17 janvier 2009. Il contient cinq puits, qu'un pipe-line sous-marin de 150 kilomètres relie à une station de traitement située au large d'Ashkelon.

Au moment de sa découverte, Tamar était le plus gros champ gazier ou pétrolier jamais identifié dans la région du Levant. Dix-huit mois plus tard, cependant, des réserves encore plus abondantes étaient trouvées par le même groupe d'investisseurs dans les eaux territoriales israéliennes, non loin des eaux cypristes. Les ressources de ce deuxième projet, baptisé Léviathan, sont estimées à 470 milliards de mètres cubes de gaz naturel. Les premières livraisons sont attendues pour 2015.

Au total, les ressources identifiées dans les eaux israéliennes sont largement suffisantes pour assurer l'indépendance énergétique du pays pour les 20 à 25 prochaines années. Ce n'est probablement qu'un début : les découvertes qui restent à faire pourraient, si l'on en croit les expériences précédentes, multiplier ce résultat par trois ou quatre. Ces chiffres laissent encore de la place pour qu'Israël puisse se positionner comme exportateur.

Le développement du gaz israélien arrive à point nommé après la rupture, suite au "Printemps arabe", des approvisionnements qui représentaient traditionnellement l'essentiel des besoins d'Israël et de la Jordanie : les livraisons de gaz égyptien par le pipe-line du Sinaï. Victime d'attentats répétés après la chute du régime de Moubarak, ce pipe-line n'assure plus la sécurité énergétique d'Israël, qui, depuis deux ans, a dû jongler avec ses réserves stratégiques et avec des livraisons ad hoc pour satisfaire les besoins en énergie de son économie et de son armée.

Naturellement, cette bonne nouvelle pour Israël ne concerne pas seulement l'économie. Les questions énergétiques ont toujours une influence géopolitique,

même dans les régions du monde les plus paisibles - et à plus forte raison au Moyen-Orient. Au total, la découverte d'importantes réserves de gaz ne peut que renforcer la position d'Israël dans la région. Cependant, la question des exportations futures et des relations énergétiques avec les voisins d'Israël reste à résoudre. De plus, le pays devra éviter la "malédiction de la richesse" ; nous reviendrons sur ce risque en détail par la suite.

Du point de vue géopolitique, les nouvelles ressources gazières d'Israël ont fait plus que renforcer son indépendance énergétique. Elles pourraient fonder les bases d'une alliance durable du pays avec Chypre - et, au-delà, avec la Grèce et les autres pays de l'Union Européenne, comme la Bulgarie, qui se méfie de l'influence turque.

Léviathan est en effet le gisement jumeau - par la géographie et par l'existence d'investisseurs communs - d'un forage situé dans les eaux cypristes mais à proximité immédiate des eaux israéliennes, Aphrodite.

Or, la Turquie cherche à empêcher le développement d'Aphrodite (elle revendique le gisement pour la fictive "République turque de Chypre du Nord", inventée pour donner une forme légale à l'occupation d'une partie de l'île par l'Armée turque) - ou du moins à obtenir pour elle-même, par l'intermédiaire des "Nord-Cypristes", une partie du gâteau.

En 2011, la Turquie a envoyé un navire et des avions militaires dans la région d'Aphrodite pour affirmer ses prétentions. Son objectif principal était d'intimider les investisseurs éventuels et d'empêcher, faute d'argent, le développement du gisement - à moins que Chypre accepte de payer tribut aux Turcs en leur reversant une partie des produits futurs.

Il y eut, à l'époque, des informations selon lesquels le navire turc dépêché en eaux cypristes avait été approché d'un peu trop près pour son propre confort par des avions israéliens ; cependant, cette information n'a jamais été confirmée par Israël ni par Chypre et on ne peut pas la considérer comme établie. En revanche, aucune nouvelle approche turque n'a eu lieu depuis lors.

Si Israël montre assez clairement, dans ce jeu politico-militaire de "gesticulations", dans lequel on envoie des forces suffisamment en vue pour faire passer son message, mais en principe sans tirer, qu'elle est prête à défendre le développement cypriste en cas de besoin, la Turquie n'aura pas d'autre solution que de reculer.

Dans l'intervalle, des discussions sont en cours entre Chypre - soutenue par la Grèce - et Israël pour construire un gazoduc qui permettrait de vendre en Europe, non seulement le gaz d'Aphrodite, mais aussi une partie de celui de Léviathan.

Les discussions sur ce gazoduc (qui pourrait être complété par une installation de liquéfaction de gaz à Chypre) se poursuivent lentement, comme toute discussion portant sur des investissements aussi lourds : Chypre n'a pas les ressources financières nécessaires et doit introduire des investisseurs étrangers, qui sont naturellement prudents vu la situation sécuritaire complexe dans la région.

En Israël même, l'idée de dépendre, pour les revenus futurs, d'installations situées à l'étranger ne fait pas l'unanimité. Cependant, là aussi, les développements gaziers à venir dépendront de l'apport d'investisseurs extérieurs. Ceux-ci ne mettront pas autant d'argent sur la table si la production israélienne est réservée au marché domestique, qu'ils ne le feront si des exportations sont prévues.

La compagnie d'Etat israélienne, qui gère les gazoducs, a annoncé, la semaine dernière, qu'elle chercherait à lever 1 milliard de dollars sur les marchés d'ici 2015

: or, l'argent ne viendra que si les investisseurs ont une idée claire de l'origine des revenus futurs.

Chypre et la Grèce représentent la solution la plus crédible pour assurer ces revenus. L'autre voie d'export en principe ouverte à Israël - vers les pays arabes non gaziers qui l'entourent - est politiquement fermée pour ce qui concerne le Liban et la Syrie. La Jordanie pourrait, en revanche, devenir un client, mais elle n'est pas un marché suffisamment important pour attirer les investisseurs.

Dans la reconfiguration régionale des intérêts qui est en train de se jouer en prévision des premières productions de gaz israélien, le grand perdant - à part la Turquie qui a choisi une tactique de confrontation vouée à l'échec - est le Liban.

Immédiatement après la découverte de Tamar, en 2009, le Hezbollah, maître du pays, avait prétendu que les ressources se trouvaient dans les eaux libanaises et menacé Israël d'attaquer le projet si elle en poursuivait le développement. Comme cette menace ne s'appuyait sur aucune capacité d'action (le Hezb n'a pas de moyens de frappe en mer), la seule réaction des observateurs fut de signaler qu'il était amusant de voir, pour une fois, le Hezb promettre "de jeter les Juifs hors de la mer".

Le Liban, depuis lors, a reculé sans fanfare par rapport aux prétentions du Hezbollah et reconnu, dans un rapport aux Nations Unies de 2010, que Tamar ne se situe pas dans les eaux libanaises. Le Liban a ajouté que d'autres réserves pourraient se situer dans ses eaux - ce qui est parfaitement exact, mais les investisseurs ne vont sans doute pas se bousculer pour développer ces ressources, aussi longtemps qu'ils risquent les exactions du Hezbollah. La situation est la même (en remplaçant "Hezbollah" par "Hamas") pour les gisements dont l'existence a été confirmée au large de Gaza.

A plus long terme, Israël devra prendre garde à éviter la "malédiction de la richesse", qui a conduit trop de pays devenus soudainement riches en ressources naturelles à porter plus d'attention à l'emploi de leur nouvelle fortune qu'aux facteurs de croissance plus durables : le développement des compétences, la qualité des travailleurs et la sécurité des investissements.

La fin d'un ordre colonial

Christophe Ayad

Le Monde, 15 février 2013

Les révolutions arabes déclenchées en 2011 sont des processus historiques dont nous sommes loin de mesurer la portée et les conséquences. L'une d'entre elles pourrait bien être la mise à bas de l'ordre dessiné il y a bientôt un siècle, le 16 mai 1916, par les accords Sykes-Picot. Signés dans le plus grand secret à Londres, par les plénipotentiaires britannique (Mark Sykes) et français (François Georges-Picot), ces textes assortis de cartes établissaient un partage du Proche-Orient post-ottoman, attribuant des sphères d'influence à la France et au Royaume-Uni mais aussi dessinant les frontières des futurs Etats de la région.

Cet ordre colonial a perduré au Proche-Orient après les indépendances qui ont suivi la seconde guerre mondiale. Il a en effet été repris à leur compte par les élites militaires nationalistes qui se sont emparées du pouvoir un peu partout dans la région. Tout en revendiquant un idéal panarabe, Saddam Hussein en Irak et Hafez Al-Assad en Syrie ont été les gardiens jaloux des frontières dessinées par les colonisateurs, pourtant vilipendés pour avoir dépecé la grande nation arabe. Les dictatures bassistes, qui occupaient les deux pays clés du Machrek, n'ont cessé de cultiver leur « nationalisme national », renforçant les identités de pays aux frontières arbitraires.

Les accords Sykes-Picot ont en effet tranché dans la délicate marqueterie ethnique et confessionnelle du Proche-Orient, créant un Liban séparé de la Syrie pour complaire aux Français, éparpillant les Kurdes sur quatre Etats, dont deux arabes, l'Irak et la Syrie, en plus de la Turquie et de l'Iran. De même Mossoul, sunnite et chrétienne, s'est retrouvée séparée de sa « soeur » syrienne Alep. Des grandes confédérations tribales, comme les Chammakh, vivent à cheval sur quatre Etats : l'Arabie saoudite, la Jordanie, l'Irak et la Syrie. D'autres arrangements ont rejeté une partie des Alaouites syriens en Turquie avec le rattachement à Ankara du sandjak d'Alexandrette.

Mais cette matrice, reprise à leur compte par les pouvoirs qui ont dirigé après les indépendances, est en train de voler en éclats. L'ébranlement du Proche-Orient de Sykes-Picot a commencé en 2003 avec l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis. Cet événement majeur a jeté à bas et rebâti l'un des Etats les plus forts, jacobins et centralisateurs de la région : l'Irak de Saddam Hussein était un mélange de descendant de la civilisation hydraulique de l'ancienne Mésopotamie et de férule sunnito-baasiste. Les idéologues néoconservateurs, qui avaient ourdi à Washington l'invasion et la reconstruction, ont voulu en faire un Etat faible, fédéral et fondé sur une logique ethnico-confessionnelle. Ce projet, établi sur un mélange de militantisme néolibéral et d'a priori coloniaux, avait pour but d'en finir avec le vieux nationalisme arabe, désigné comme la source de tous les maux régionaux, à commencer par l'hostilité radicale à Israël.

Mais dans un pays fragile et meurtri comme l'Irak, la mise en concurrence des ethnies et des confessions a ouvert la boîte de Pandore des rivalités entre Kurdes et Arabes, entre chiites et sunnites. L'Irak, en proie à des forces centrifuges d'une extraordinaire puissance, est devenu - et reste à ce jour - le terrain de jeu des ambitions et ingérences régionales. Chacun (Turquie, Iran, Arabie saoudite) y pousse ses pions, à travers ses clients ou ses agents d'influence.

L'avènement des révolutions arabes, en affaiblissant les Etats et leurs appareils de

coercition, a fait ressurgir des solidarités, des voies d'échange (de personnes et de marchandises) et des identités anciennes. Il suffit de voir comment le conflit syrien étend profondément ses ramifications dans les sociétés libanaise, turque et irakienne. Ainsi, les réseaux tribaux des Chammakh, auxquels appartient le roi Abdallah d'Arabie saoudite, ont été mis à contribution par Riyad pour armer les rebelles de l'est syrien, dans la région de Deir ez-Zor.

A la faveur du conflit syrien, les Kurdes de Syrie ont gagné une autonomie, qui vient s'ajouter à la quasi-indépendance des Kurdes d'Irak, et qui ne manquera pas d'avoir des répercussions régionales, même si pour l'instant les divisions interkurdes empêchent l'émergence d'un front commun. Les Alaouites du sud de la Turquie et de Tripoli au Liban se sentent menacés par la probable chute d'un régime étranger. Tandis que sunnites libanais et irakiens y voient une revanche sur leur propre impuissance politique.

Même hors du cœur du Levant, en Libye notamment, la disparition de l'Etat Kadhafi a réveillé les régionalismes toubou et touareg dans le Grand Sud, tandis que la tentation autonomiste de Benghazi - plus proche d'Alexandrie que de Tripoli - n'a jamais été aussi forte. Si le mouvement devait se poursuivre, il affecterait à coup sûr les pays du Golfe, où d'importantes minorités chiites vivent dans la discrimination à Bahreïn, en Arabie saoudite et au Koweït.

Ce grand chambardement entraînera-t-il une révision des frontières héritées de la colonisation ? C'est peu probable, tant le tabou est grand au niveau international, surtout dans la région du monde qui compte les plus importantes réserves d'hydrocarbures. Mais rien ne sera plus comme auparavant non plus. Des grandes compagnies multinationales l'ont compris, comme ExxonMobil, Total ou Chevron, qui traitent désormais directement avec l'entité kurde d'Irak, sans même prendre la peine d'en aviser Bagdad. Les chancelleries occidentales semblent, elles, plus lentes à envisager l'écroulement du monde qu'elles avaient bâti pendant la première guerre mondiale.

Freddy Eytan

Le CAPE Jérusalem, 13 février 2013

Le Hezbollah a été créé en 1982 juste après la Première guerre du Liban. Plus de cinq mille Iraniens membres des « Gardiens de la révolution » se sont installés dans la région de Baalbek au Liban pour « remporter la victoire d’Allah ». L’idéologie est claire : la révolution islamique devrait s’installer dans tout le Moyen-Orient balayant ainsi les monarchies arabes et chassant les Sionistes de toute la Palestine et notamment de Jérusalem !

Pour aboutir à son objectif, le Hezbollah emploie des méthodes de terreur et de terrorisme contre des cibles occidentales, israéliennes et juives. Depuis 1983, le Hezbollah a enregistré des dizaines d’attentats spectaculaires, des prises d’otages et des missions suicides à travers toute la planète.

Rappelons pour mémoire : le 8 avril 1983, l’explosion d’une voiture piégée devant l’ambassade des Etats-Unis à Beyrouth, 61 morts et 120 blessés. Le 23 octobre 1983, explosions de deux voitures piégées dans les casernes des soldats français et américains à Beyrouth. 239 Marines et 74 parachutistes français sont tués et des dizaines d’autres blessés ! Le 17 mars 1992, l’explosion de l’ambassade d’Israël à Buenos-Aires fait 29 victimes et plus de deux cents blessés. Et deux ans plus tard, toujours dans la capitale argentine, une nouvelle explosion contre le centre communautaire juif tuant 85 civils et blessant plus d’une centaine. Et enfin, sans évoquer l’attentat contre l’ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri par le Hezbollah, rappelons l’attentat meurtrier à Burgas, en Bulgarie, contre des touristes israéliens (6 morts et une trentaine de blessés).

Ces deux dernières années le Hezbollah a planifié de nouveaux attentats et grâce à la vigilance des services de renseignements ils ont tous été déjoués.

Cette liste d'attentats n'est que partielle et pourtant certains pays européens dont la France hésitent toujours à désigner le Hezbollah « organisation terroriste ». Cette vaine hésitation dépasse largement l'entendement ! Toutes les questions juridiques ou politiques soulevées par les Européens ne sont que prétextes ! Voilà plus de trois décennies que le Hezbollah est une organisation terroriste « par excellence » et l'Europe fait la sourde oreille. Actuellement, seuls l'Amérique, l'Australie et Israël affirment sans ambages cette vérité toute simple. Cependant, les Pays-Bas ont agi seul dans ce sens et la Grande-Bretagne considère que seule « la branche militaire » du Hezbollah est terroriste. En février 2005, suite à l'attentat contre Rafic Hariri, le Parlement européen a voté une résolution indiquant qu'« une preuve claire existe sur les activités terroristes du Hezbollah ». Et pourtant, concernant l'attentat de Burgas, la France rejette une requête israélienne et refuse de voter au Parlement une résolution désignant le Hezbollah organisation terroriste.

Nous constatons donc que l'Union européenne demeure divisée sur une question si grave au moment même où la France combat au Mali contre des organisations terroristes. Pourquoi ne pas appeler un chat un chat et également le Hezbollah chiite libanais, financé et entraîné par l'Iran : « organisation terroriste » ? Pourquoi toujours distinguer la soi-disant branche politique de la branche militaire, ne s'agit-il pas de la même organisation, du même commandement militaire ? Comment ignorer le chaos en Syrie et les milliers de milices iraniennes soutenant le régime de Bechar Assad et installées à nos frontières ? Par sa position passive l'Europe a-t-elle réussi à réduire les attentats commis par des chiites en soutanes ? L'Union européenne a-t-elle évité de nouvelles prises d'otages ? A-t-elle réussi à arrêter les révolutions islamiques suite au « Printemps arabe » ? A-t-elle sauvé l'indépendance et la souveraineté du Liban ? La FINUL au Sud Liban a-t-elle joué un rôle efficace contre la contrebande d'armes et les missiles déposés sous leur nez dans les villages chiites ?

L'Europe devrait donc sortir de sa torpeur, changer de cap, et prendre une décision audacieuse et non mercantile. Le Hezbollah devrait être mis au ban des nations. Les banques européennes devraient geler tous les avoirs et tout financement

iranien au Hezbollah, sinon c'est bien l'Europe qui deviendra la plaque tournante du terrorisme international, cette terreur religieuse aveugle et meurtrière orchestrée par « le Parti d'Allah »